



Bureau
à Dakar

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

PôleMAG^{°20}

La lettre d'information du Pôle d'analyse sectorielle en éducation de Dakar - **JUIN 2013**

EDITORIAL

AU SOMMAIRE

Renouveler ses services pour mieux répondre aux défis de l'éducation

Les paradigmes de l'aide évoluent, et avec eux, l'ensemble des modalités d'intervention des acteurs du développement. Les consultations en cours pour préparer l'après 2015 s'accordent aujourd'hui pour promouvoir une éducation et un apprentissage équitable et de qualité pour tous, tout au long de la vie. Ces nouveaux défis appelleront de nouveaux engagements de la part des donateurs. Des partenariats solides et novateurs seront essentiels pour atteindre ces objectifs et résultats.

En prévision de ces évolutions, le Pôle de Dakar s'est efforcé de repenser son mandat et les services proposés aux États africains. Une étude consacrée à l'adéquation des appuis du Pôle aux enjeux auxquels font face les pays partenaires a été lancée à cet effet en fin d'année 2012 et a fait apparaître de nouveaux besoins. Si l'assistance aux pays dans la réalisation de leur diagnostic sectoriel en éducation apparaît toujours prioritaire, d'autres demandes ont clairement émergé, notamment dans les domaines du préscolaire, de l'enseignement et la formation techniques et professionnels, de l'enseignement supérieur, de l'adéquation de la formation à l'emploi, de l'appui à l'élaboration de plan d'action et de cadre de dépenses à moyen terme, etc.

Fort de ces enseignements, le Pôle de Dakar a développé une nouvelle gamme de services que nous vous présentons en page 2 de ce numéro. La diversification des services s'inscrit pleinement dans le champ des grands objectifs du Post 2015 : aller vers une approche globale de l'éducation en prenant en compte l'ensemble des sous-secteurs, de la petite enfance au supérieur, dans un souci d'adéquation au marché du travail.

Ce nouveau positionnement institutionnel témoigne d'une triple exigence : préparer le futur, mieux répondre aux demandes des gouvernements africains et offrir les services de meilleure qualité.

Guillaume Husson et Beïfith Kouak Tiyab

Coordonnateurs du Pôle de Dakar

ACTUALITÉS

- Notre nouvelle gamme de services **2**
- Une nouvelle base d'indicateurs **2**
- Au Sénégal, les apprentissages de la formation PSGSE se révèlent d'ores et déjà utiles **3**

DOSSIER

- Le Cap-Vert en route vers une couverture universelle du préscolaire d'ici 2016 **4**
- Interview croisée **6**

DANS LES PAYS **7**

EN BREF **8**



© UNESCO / Mario Bels

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

Notre nouvelle gamme de services en faveur des États africains

• Diagnostic du système éducatif - RESEN

Appui à la réalisation d'un diagnostic détaillé du système éducatif. Basé sur un guide méthodologique révisé par l'Unesco, la Banque mondiale et l'Unicef, ce diagnostic passe en revue les grandes caractéristiques du secteur de l'éducation (Contexte, scolarisations, efficacité, financement, qualité, équité, etc.).

• Diagnostics spécifiques de sous-secteurs

Diagnostics ciblés sur une problématique sous-sectorielle du système éducatif (Enseignement supérieur, Alphabétisation, EFTP, Petite enfance).

• Diagnostic de la question enseignante

Diagnostic ciblé sur la question enseignante : besoins quantitatifs, recrutement, formation, gestion de carrière, déploiement, etc.

• Programme de développement de la petite enfance

Appui à l'élaboration d'un programme national de développement de la petite enfance autour de trois instruments :

cadre financier du programme, enquête sur les pratiques parentales, bilan des acquis de l'enfant à l'entrée au primaire.

• Prospective Éducation - Formation - Emploi

Analyse de l'état des lieux de la relation du système éducatif à l'emploi, prospective sur la demande en qualification du marché et pertinence du dispositif institutionnel dans l'adéquation du système au marché de l'emploi.

• Cadrage financier de la politique éducative

Réalisation d'un cadrage macro-financier de la politique éducative envisagée, analyse de la faisabilité et de la soutenabilité des options politiques, estimation des ressources financières nécessaires.

• Appui à l'élaboration de politiques éducatives

Accompagnement à la définition des politiques éducatives : plan sectoriel de l'éducation, plan d'actions, cadre de dépenses à moyen terme.

• Formation en gestion des systèmes éducatifs

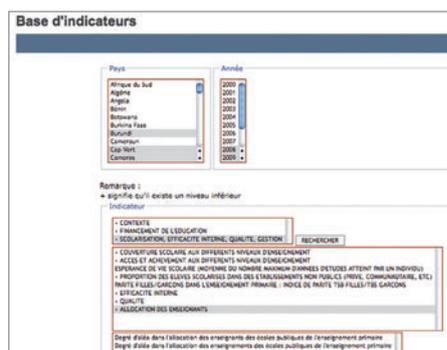
Formation à distance destinée aux cadres africains en charge de la gestion, du financement et l'évaluation des systèmes éducatifs, 600 heures de cours sur 15 mois.

• Formations de courtes durées et études à la demande

La finalité des services proposés par le Pôle de Dakar est d'aider les décideurs à définir les meilleures options de politiques éducatives qui leur sont disponibles. Les appuis du Pôle de Dakar s'inscrivent dans une logique de renforcement des capacités nationales. ■



Une nouvelle base d'indicateurs à découvrir sur Poledakar.org



Le Pôle de Dakar a mis à disposition du public sa base d'indicateurs sur les systèmes éducatifs en Afrique. Cette base, accessible depuis le site www.poledakar.org, contient les principaux indicateurs des systèmes éducatifs des 54 États africains et permet une comparaison dans le temps et entre pays.

La base propose trois grands thèmes d'indicateurs : 1) contexte dans lequel évolue le système éducatif (macroéconomique et démographique) ; 2) financement de l'éducation ; et 3) scolarisations, efficacité interne, qualité et gestion. Avec une centaine d'indicateurs disponibles, la base offre une vision globale de l'état des systèmes éducatifs en Afrique. Elle permet d'exploiter les indicateurs, par pays et années, selon les recherches désirées et d'exporter les résultats au format Excel.

Au Sénégal, les apprentissages de la formation PSGSE se révèlent d'ores et déjà utiles au ministère de l'Éducation

Six mois seulement après le lancement de la 6^{ème} promotion de la formation PSGSE¹, les enseignements dispensés semblent porter leurs fruits au Sénégal. Les ressortissants sénégalais ont investi en nombre les rangs de la promotion : sur les 42 étudiants que compte la promotion, ils étaient quinze inscrits, dont sept cadres directement issus de la Direction de la planification et de la réforme de l'éducation (DPRE) du ministère de l'Éducation. Mais au-delà de leur mobilisation physique, c'est bien la forte implication des cadres du ministère qui est à souligner, elle ouvre la voie à de réelles chances d'appropriation des enseignements.

Les outils appris en cours de formation correspondent à un besoin réel

L'implication des bénéficiaires de la formation est en particulier visible au sein de la division suivi-évaluation de la DPRE. Cette division, animée par Oumar Babacar Diarra, compte parmi ses missions la reddition des comptes du ministère de l'Éducation, c'est-à-dire le suivi-évaluation des résultats obtenus de la politique éducative à travers l'édition d'un rapport annuel de performance. Jusqu'à l'an dernier, trois rapports différents étaient réalisés, ce qui rendait l'exercice complexe et grand consommateur de ressources. Un réel besoin de simplification et d'harmonisation était devenu nécessaire et demandé par les partenaires techniques. « La formation PSGSE est arrivée au moment idéal pour nous permettre de revoir nos instruments de suivi-évaluation » apprécie M. Diarra. En effet, sous l'impulsion de son service, certains des outils appris en cours connaissent déjà une utilisation concrète dans la nouvelle formule du rapport annuel. Profil de scolarisation, profil de rétention ou coefficient d'efficacité interne, le rapport annuel de per-



Oumar Babacar Diarra, chef de la division suivi-évaluation, Direction de la planification et de la réforme de l'éducation, ministère de l'Éducation sénégalais. 6^{ème} promotion de PSGSE.
© Jonathan Jourde

formance 2013 contient déjà une série d'indicateurs directement issue de la formation. « Bien que nous connaissons en partie beaucoup d'aspects théoriques de l'analyse sectorielle, le programme de formation nous permet d'acquérir des outils concrets, c'est en cela qu'il apporte une vraie valeur ajoutée » poursuit-il.

Et il existe une véritable volonté nationale d'appropriation

Dès l'an prochain, d'autres enseignements de la formation pourraient être utilisés, notamment en vue de définir des critères d'allocation des ressources publiques d'éducation plus équitables. Cela étant, les cadres du ministère sont réalistes et ne pensent pas que le plus court chemin vers le progrès soit de réformer les pratiques dans la précipitation. « Nous avons cherché à ne pas pécher par excès d'ambition » confie à ce sujet M. Diarra, « il faut aussi prendre le temps de partager les nouveaux outils avec les collègues qui ne suivent pas la formation ». Le transfert des acquis s'inscrit ici dans une politique de durée.

Selon M. Diarra, un autre avantage de la formation consiste à mieux gérer les prestataires externes intervenant dans le champ de l'analyse sectorielle. « PSGSE sert de référentiel, il s'agit d'un autre aspect positif de la formation, c'est une dimension également fondamentale » ajoute-t-il. En transmettant des normes et standards de qualité, la formation permet en effet d'outiller les cadres afin de mieux définir leur commande, suivre et faciliter le travail de consultants.

L'expérience de formation des cadres du ministère de l'Éducation au Sénégal offre un premier bilan positif. Elle montre que le renforcement des capacités est possible et que les voies de progrès sont multiples lorsqu'elles sont portées par une réelle volonté nationale. ■

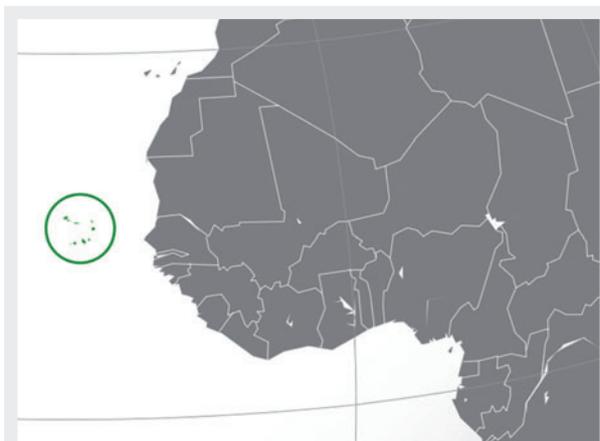
¹ PSGSE est la formation en politique sectorielle et gestion des systèmes éducatifs coorganisée par le Pôle de Dakar et la Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation (FASTEF) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. La formation principalement à distance, s'adresse à des cadres africains francophones en emploi. La 6^{ème} promotion de PSGSE a débuté au mois de décembre 2012 et devrait s'achever en avril 2014.

Le Cap-Vert en route vers **une couverture universelle du préscolaire** d'ici 2016



© Ministère de l'Éducation du Cap-Vert

Début avril s'est tenu au Cap-Vert le second forum national de la petite enfance. Regroupant 90 participants parmi les principaux acteurs de l'éducation du jeune enfant, il a été l'occasion de revenir sur les grandes avancées du pays en la matière depuis plus de dix ans.



Situé au large des côtes du Sénégal, le Cap-Vert compte environ 512 mille habitants, dont près de 35 % sont âgés de moins de 17 ans, et 60 mille enfants sont âgés de moins de 6 ans. Le pays a pour capitale Praia, il se compose de neuf îles habitées s'étalant sur une superficie de 4033 Km². La langue officielle du Cap-Vert est le portugais.

Le développement d'une politique publique en faveur de la petite enfance est un enjeu relativement récent dans le champ de l'éducation. C'est au début des années 2000 qu'une série d'études, notamment publiées par la Banque mondiale, a démontré que les années allant de la naissance à six ans constituent une période cruciale pour le développement du jeune enfant dans ses dimensions physique, motrice, socio-émotionnelle et langagière. Ces études ont montré qu'une prise en charge appropriée de l'enfant dès son plus jeune âge pouvait conduire à de fortes externalités positives pour l'individu et pour l'ensemble de la société. Ces bénéfices ont en particulier été soulignés par le prix Nobel d'économie James J. Heckman qui déclarait en 2000 : « Il est rare qu'une initiative de politique publique promeuve la productivité de l'économie dans son ensemble. C'est le cas d'une politique d'investissement dans les jeunes enfants défavorisés ». En réduisant les disparités économiques et sociales tout en améliorant l'efficacité de l'éducation, la mise en place d'un programme de développement de la petite enfance est aujourd'hui considéré comme l'un des investissements les plus pertinents en matière de politique éducative.

L'un des pays les plus actifs sur la question de la petite enfance

Le Cap-Vert a été l'un des premiers pays africains à s'engager sur cette voie. Il a amorcé, dès 2001, un travail de définition d'une stratégie nationale de développement de la petite enfance. Et bien que certaines difficultés soient

apparues en raison de la complexité d'une stratégie multisectorielle et intégrée, les avancées sont aujourd'hui notables. Sous l'impulsion du ministère de l'Éducation et des Sports et grâce à un appui local de l'UNICEF, des outils de cadrage et de programmation concrets de la politique en faveur de la petite enfance ont pu être développés.

Afin de déterminer l'architecture globale des activités pour la petite enfance, un cadrage financier du programme a en premier lieu été réalisé mi-2012. Ce cadrage a permis d'ouvrir la réflexion sur les différentes options possibles du programme au regard des financements disponibles. Dans un second temps, un bilan de l'enfant à l'entrée au primaire a été réalisé en fin d'année 2012 afin de mieux comprendre les facteurs qui influent sur leur niveau de compétences et d'identifier des améliorations souhaitables (cf. encadré). Enfin, une enquête sur les pratiques parentales est en cours. Les premiers résultats devraient être disponibles au mois de décembre et permettront d'identifier les marges de progrès existantes en amont du préscolaire.

La réalisation conjointe de ces trois volets et le travail de fond du ministère de l'Éducation et des Sports a donné un formidable élan au développement d'une politique en faveur de la petite enfance. Avec 86 % des enfants bénéficiant actuellement d'une préscolarisation, le Cap-Vert a un taux de couverture pour ce niveau bien supérieur à la plupart des pays de la sous-région. Sur le plan quantitatif, une fenêtre d'opportunité existe pour hisser la couverture à 100 %. C'est en revanche sur le plan qualitatif que les efforts doivent être accrus. Il n'existe pas à ce jour de dispositions qui garantissent la qualité et l'homogénéité des services offerts. Il est notamment considéré que 55 % des personnes qui encadrent les enfants localement n'ont pas les compétences minimales exigées pour exercer cette fonction. Au niveau local, chaque pourvoyeur de service doit faire avec les moyens dont il dispose. Et toutes les municipalités ou associations ne sont pas en mesure de mobiliser un niveau souhaitable de ressources.

Un programme national de développement de la petite enfance est espéré d'ici 2014

Certains arbitrages restent donc à trancher en vue de définir une politique globale en faveur de la petite enfance. À la suite du Forum national, une table ronde des bailleurs a été organisée par la ministre de l'Éducation et des Sports. Regroupant huit ministres, la table ronde a permis de recueillir l'engagement de l'ensemble des parties prenantes et il a été décidé la mise en place d'un groupe de travail interministériel d'ici mi 2013. Ce groupe de travail sera notamment en charge d'émettre des propositions en vue de hausser la qualité des services : définition de standards en matière d'âge et de durée pour le préscolaire, révision des

Le bilan de l'enfant à l'entrée au primaire au Cap-Vert

Présenté à l'occasion du second forum national pour la petite enfance d'avril 2013, le bilan de l'enfant à l'entrée au primaire (rentrée 2012) a mis en lumière d'importantes conclusions. Citons parmi les principales :

- › 14 % des enfants, âgés de 4 à 5 ans, n'ont pas accès au préscolaire. Les enfants issus des familles les moins aisés présentent les plus grands risques de non-préscolarisation. Toutefois, les disparités les plus fortes sont observées entre îles, avec des proportions de non-préscolarisation variant entre 0 % et 28 % ;
- › Le niveau de compétences à l'entrée au primaire est de 14 points supérieurs chez les enfants ayant bénéficié d'une préscolarisation ;
- › La relation croissante entre la durée du préscolaire et le score atteint par les enfants stagne à partir de la troisième année. Il n'apparaît donc pas justifier d'allonger la préscolarisation au-delà de deux années ;
- › Il n'existe que peu de différences dans les performances entre structures privées, publiques ou communautaires ;
- › Des lacunes persistent dans le domaine cognitif pour les enfants ayant été au préscolaire. Toutefois, les enfants n'ayant jamais été préscolarisés présentent des lacunes, dans presque tous les domaines.

Le bilan de l'enfant à l'entrée au primaire a été finalisé en mars 2013. Coordonné par le ministère de l'Éducation et des Sports, ce travail a principalement bénéficié de l'appui du bureau de l'UNICEF au Cap-Vert ainsi qu'un soutien technique du Pôle de Dakar et du bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale.

curricula, définition des responsabilités et coordination entre le niveau central et local, appui financier apporté par le niveau central, renforcement du système de supervision et suivi, etc.

Sans préjuger des propositions du groupe de travail interministériel, ni de la direction finale choisie par le gouvernement, certains éléments semblent se dessiner. Il apparaît en premier lieu primordial de viser une préscolarisation à tous les enfants du pays. C'est d'ailleurs un engagement d'ores et déjà pris par les autorités qui se sont fixées comme objectif d'atteindre une couverture universelle du préscolaire en 2016. Il semblerait également que la durée standard la plus adaptée soit de deux années, dans la mesure où les résultats des enfants ayant bénéficié d'une troisième année de préscolaire sont sensiblement identiques. Enfin, il existe une volonté de s'appuyer sur les structures déjà existantes afin de ne pas introduire de changements radicaux.

Au vu de l'engagement des parties prenantes au Cap-Vert et du travail déjà accompli, il y a désormais bon espoir qu'un programme de développement de la petite enfance soit finalisé en 2014. ■

Interview croisée

Rencontre avec les acteurs de la petite enfance au Cap-Vert

Le second forum national de la petite enfance s'est tenu à Praia du 8 au 12 d'avril. Quels constats ont pu être dressés à cette occasion et quels sont les engagements pris à court terme ?

Maria Teresa Araujo :

Le premier constat est celui d'une relative satisfaction. De nombreuses avancées dans le domaine ont été enregistrées sur la dernière décennie et bien que toutes les options ne soient pas encore tranchées, un programme national de la petite enfance commence à se dessiner. Des cibles sont désormais définies comme celle d'une couverture préscolaire à 100 % dès 2016.

Jairson Daniel Pereira Qores :

Cela étant, des préoccupations ont aussi été relevées, notamment concernant le manque de clarté dans le rôle des différents intervenants dans la gestion du service, l'absence de standards en matière d'âge d'entrée et de durée, de formation et d'encadrement du personnel. Pour relever ces défis qui demandent l'intervention de tous les acteurs, il a été décidé la création d'un groupe de travail interministériel qui devrait débiter ses travaux en milieu d'année.



De gauche à droite : Jairson Daniel Pereira Qores (Institut capverdien de l'enfant et l'adolescent), Nelilda Rodriguez (Bureau UNICEF du Cap-Vert), Domingas Rita Fernandes et Maria Teresa Araujo (ministère capverdien de l'Éducation et des Sports) ; Dakar, mai 2013.

© Pôle de Dakar

Quels seront les objectifs de ce groupe interministériel ?

Domingas Rita Fernandes :

Le principal objectif du groupe interministériel sera d'émettre des propositions pour surmonter les difficultés restantes, en particulier concernant le partage des responsabilités et les résultats que chacun des acteurs se doit d'atteindre. À cet effet, des propositions visant à renforcer le système de supervision devront être émises.

Nelilda Rodriguez :

La question de la qualité apparaît également centrale. Le groupe de travail devra probablement œuvrer à la définition de standards de qualité minimaux pour le préscolaire et aux activités à prévoir en amont, par l'éducation parentale. Cela étant, le mandat du groupe ne sera pas fermé. Il sera libre d'ouvrir le champ de ses propositions.

Jairson Daniel Pereira Qores :

Plus globalement, le grand avantage du groupe interministériel sera de nous permettre d'avancer plus vite, d'insuffler un nouveau dynamisme, il devrait apporter une véritable synergie entre les ministères et avec les acteurs de la petite enfance.

Un calendrier est-il fixé pour l'adoption d'un programme de développement de la petite enfance ?

Maria Teresa Araujo :

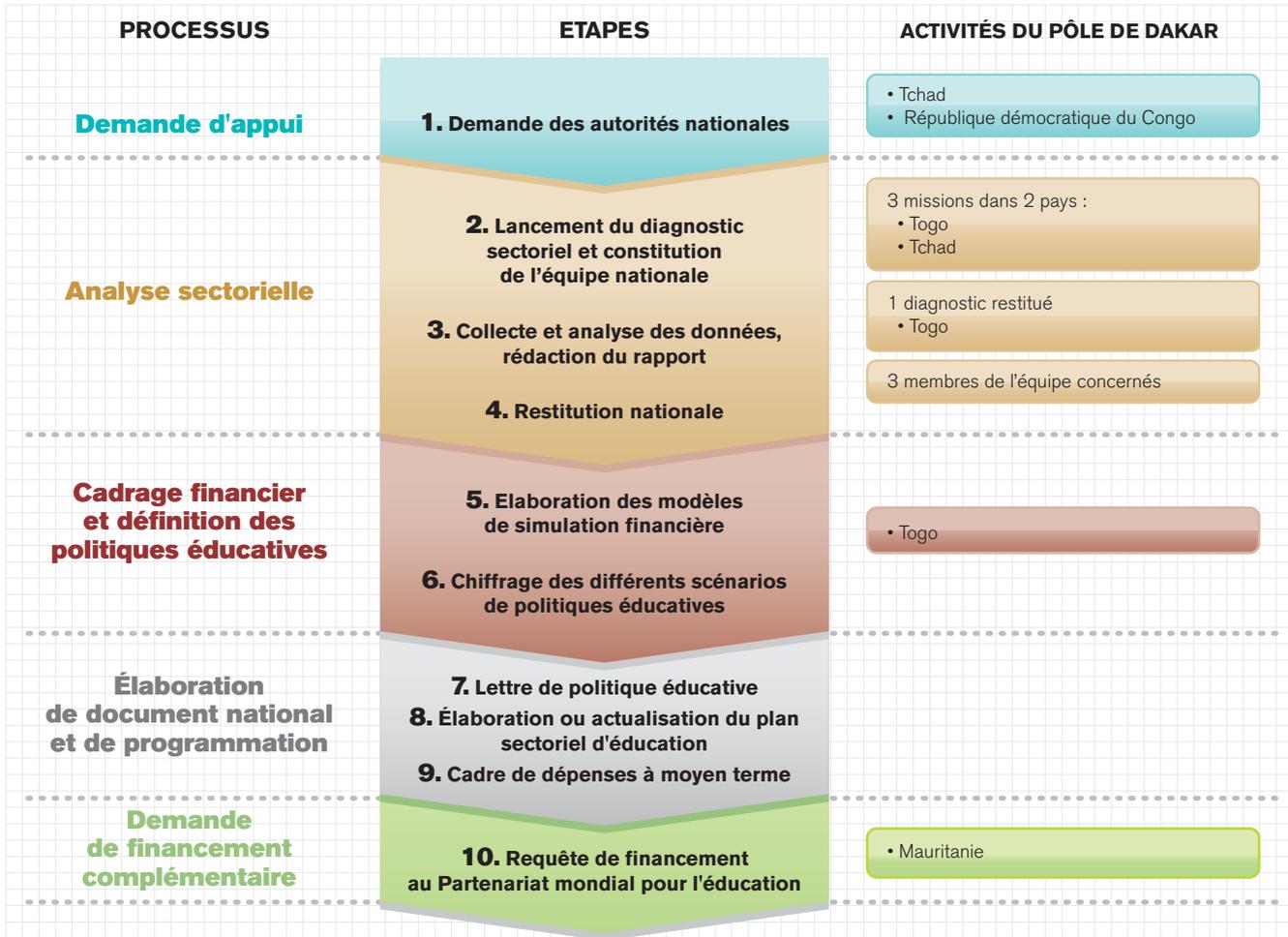
Nous espérons l'adoption d'un programme pour le développement de la petite enfance au cours de l'année 2014, mais il est préférable de ne pas fixer de délais contraignants. Nous avançons pas après pas. Le groupe interministériel devrait débiter son travail d'ici quelques semaines et les premiers résultats de l'étude sur les pratiques parentales devraient être disponibles fin 2013. Nous sommes confiants pour l'avenir. Le dossier bénéficie d'un fort engagement politique et les bases pour le développement d'un programme national de la petite enfance sont désormais en place. La ministre de l'Éducation et des Sports a d'ailleurs l'approbation et l'engagement de ses pairs ; quand notre ministre de l'Administration interne, en charge de la sécurité, lui déclare « Je préfère investir dans la prévention que de mettre plus de police dans la rue », nous ne pouvons qu'être optimistes pour la petite enfance. ■

DANS LES PAYS

De décembre 2012 à mai 2013

Rapport d'État du Système Educatif National (Resen)

Le Pôle de Dakar a pour principale activité l'appui direct aux pays africains en matière d'analyses sectorielles en éducation, de cadrage financier et de définition de politiques éducatives. Le processus d'appui suivi par le Pôle de Dakar et les activités réalisées par l'équipe depuis décembre 2012 sont présentées ci-dessous.



Autres activités du Pôle de Dakar :

Initiative TTISSA

2 missions d'appui en Ouganda (février 2013, finalisation des analyses ; Avril 2013, restitution du rapport d'étude au ministère de l'Éducation).

Développement de la petite enfance

2 missions d'appui au Cap-Vert (décembre 2012, Bilan de l'enfant à l'entrée au primaire ; avril 2013, Second forum national de la Petite enfance et table ronde interministérielle).

Éducation et formation techniques et professionnelles

1 mission d'appui au Tchad (Avril 2013, appui au bureau de l'Unesco de Yaoundé pour la revue des politiques de l'EFTP au Tchad).

Séminaires et ateliers

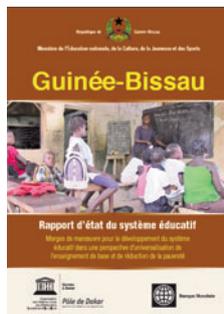
Atelier technique sur les comptes nationaux de l'Éducation, Brookings Institution (janvier 2013, Washington).

Ateliers sur le suivi de la mise en œuvre des stratégies éducatives (février 2013, Burkina Faso ; avril 2013, Afrique du sud).

Intervention à l'atelier de formation à l'analyse sectorielle et la planification au service du développement de l'éducation, Centre international d'études pédagogiques (avril 2013, France).

Nouvelles publications

A découvrir sur www.poledakar.org



Rapport d'état du système éducatif de Guinée-Bissau, Marges de manœuvre pour le développement du système éducatif dans une perspective d'universalisation de l'enseignement de base et de réduction de la pauvreté, République de Guinée-Bissau, Pôle de Dakar de l'Unesco et Banque mondiale, Avril 2013.



Rapport d'état du système éducatif de Sao Tomé-et-Principe, Une analyse sectorielle pour une amélioration de l'efficacité du système, République de Sao Tomé-et-Principe, Pôle de Dakar de l'Unesco et Banque mondiale, Juin 2013.

2 nouvelles notes pays :

Le Bénin, une gestion du système à améliorer, février 2013.

En Sierra Leone, malgré de réels progrès, le système éducatif reste fragile, juin 2013.

L'équipe du Pôle

Départ



Blandine Ledoux, après près de 7 années passées au Pôle de Dakar, a quitté ses fonctions d'analyste des politiques éducatives. Elle a rejoint le secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation à Washington, en qualité de spécialiste sénior des questions d'éducation. Elle y retrouve, Paul Coustère, ancien coordonnateur du Pôle de Dakar, qui officie en qualité de spécialiste principal des questions d'éducation, et Jean-Marc Bernard, ancien responsable des appuis pays au Pôle de Dakar, spécialiste sénior des questions d'éducation.

Beïfith Kouak Tiyab remplace désormais Blandine Ledoux dans ses fonctions de co-intérim de la coordination avec Guillaume Husson.

AGENDA

9 et 10 juillet 2013 :

Rencontre à haut niveau de Kampala sur l'Éducation pour tous en Afrique Australe et de l'Est

Formations PSGSE et SAMES

24 au 28 juin 2013 :

PSGSE – regroupement 2 de la promotion 6

10 au 18 octobre 2013 :

PSGSE – regroupement 1 de la promotion 7

28 octobre au 1^{er} novembre 2013 :

SAMES – regroupement 2 de la promotion 2

2 au 3 décembre 2013 :

PSGSE - regroupement 3 de la promotion 6

Pôle de Dakar

ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

Pôle de Dakar - UNESCO
12, avenue Léopold-Sédar-Senghor,
B.P. 3311 - Dakar (Sénégal)
Tél. : +221 33 849 59 79
Télé. : +221 33 821 35 25
www.poledakar.org

Le Pôle de Dakar est le pôle d'analyse sectorielle en éducation du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique.

Les articles contenus dans cette publication expriment le point de vue du Pôle de Dakar et pas nécessairement celui de l'UNESCO.

La lettre d'information est publiée tous les six mois, en français et en anglais.

Directeur de la publication Guillaume Husson et Beïfith Kouak Tiyab, **rédaction** Jonathan Jourde, **traduction français/anglais** Adjoa Des Bordes-Imboua, **relecture** Breda/ UNESCO **maquette** by Reg, Régis L'Hostis, Dakar.

Ecrivez à l'équipe de Pôle Mag :
poledakar@poledakar.org